Semaine du 9 au 15 mars 2009

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

Numéro 8

Politeia

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

Sommaire

France politique

- Loi création et internet
- OTAN
- Tibet
- Réforme de l'Hôpital

Europe

- Le premier « bébé-médicament »

Moyen-Orient

- Crise au Yémen

Asie

- Tension entre le Japon et la Corée

Divers

- G20
- Elargissement de l'OTAN

Brèves

France Politique

⇒ **Loi création et internet** **(Le Figaro)**

Christine Albanel a défendu mercredi devant les députés son projet de loi sur la création et Internet, projet qu'elle a qualifié d'«ambitieux et réaliste». La ministre de la Culture et de la Communication a récusé l'idée que ce texte aurait été «dicté par les majors», les grandes sociétés de production cinématographique et audiovisuelle. «C'est la loi de tous les créateurs et des jeunes talents, c'est la loi de l'exception culturelle française et des centaines de milliers d'acteurs des filières concernées», a insisté la ministre de la Culture.

Dans une formule imagée, Christine Albanel a expliqué que «le piratage, c'est la maladie infantile de l'Internet, qui doit désormais passer à l'âge adulte». Ce texte «ne prétend pas éradiquer complètement» le téléchargement illégal, mais «contribuer à une prise de conscience» chez les internautes. La ministre a justifié le choix d'une suspension de l'abonnement après deux rappels à l'ordre, plutôt qu'une amende, en affirmant que son but était de «décriminaliser le piratage ordinaire». Pour la ministre, «le caractère non pécuniaire de la sanction évite de créer une inégalité entre les abonnés», entre ceux qui ont les moyens de payer l'amende et ceux qui ne les ont pas.

Le rapporteur UMP, Franck Riester, a fait valoir que ce texte «doit faire l'objet d'améliorations». Le député de Seine-et-Marne a insisté sur le coût économique du piratage. Soulignant que le chiffre d'affaires du marché de la musique avait été divisé par deux entre 2002 et 2007, Franck Riester a estimé que « si rien n'est entrepris (pour lutter contre le piratage), 12 000 emplois supplémentaires pourraient disparaître en 2012».

Alors que les sénateurs PS avaient voté le texte en première lecture, les députés socialistes ont déposé deux motions de procédure contre ce projet. «Je crains que ce projet inefficace car contournable soit un pari perdu d'avance», a affirmé le député de Paris Patrick Bloche, dont l'exception d'irrecevabilité a été rejetée. [\[Retour\]](#)

⇒ **OTAN**

PARIS, 12 mars 2009 (AFP) - Lionel Jospin a estimé jeudi sur RTL que le retour complet de la France dans l'Otan allait "détruire un consensus" gauche-droite "de près d'un demi-siècle" qui a évité à la France, à l'image de la Grande-Bretagne selon lui, d'être "la fille aînée docile des Etats-Unis".

"Ma première raison d'hostilité est qu'elle (la réintégration complète, ndlr) détruit un consensus en matière de défense réalisé depuis près d'un demi-siècle entre la gauche et la droite et c'est un atout pour un pays que l'ensemble de ses forces politiques s'entendent sur la politique de défense", a affirmé l'ancien Premier ministre.

Selon lui, "le caractère mesuré de notre intégration dans l'Otan, notre lien original avec l'alliance font que nous sommes solidaires de nos alliés militairement (...) mais en même temps nous gardons la maîtrise de l'emploi et du contrôle de nos forces sur le terrain".

"Je ne vois pas l'intérêt de nous banaliser. On nous aime un peu originaux, restons le", a lancé l'ancien candidat à la présidentielle.

"Nous serons solidaires de nos alliés mais nous ne serons jamais une deuxième Angleterre, fille aînée docile des Etats-Unis", a-t-il ajouté.

Pour M. Jospin, "cette décision de réintégration complète sans conditions ne crée pas une dynamique européenne" mais au contraire "l'image de la France à l'international s'en trouve altérée".

Il a cependant voulu éviter toute "outrance" jugeant "que ceux qui s'opposent à cette décision" ne sont pas "des anti-américains" et "que le gouvernement et Nicolas Sarkozy" ne veulent "pas ruiner l'indépendance de la France".

Le président Sarkozy a officialisé mercredi le retour controversé de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan, quitté il y a 43 ans, tout en réaffirmant l'indépendance de Paris à l'égard de Washington. [\[Retour\]](#)

⇒ **Tibet**

PARIS, 13 mars 2009 (AFP) - La France n'est pas favorable à l'indépendance du Tibet, a affirmé vendredi le ministère des Affaires étrangères, après un appel du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, à une clarification de la position française sur cette question.

"Nous ne sommes pas favorables à une indépendance du Tibet", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Eric Chevallier. "Notre position absolument inchangée est celle du soutien à l'intégrité territoriale de la Chine et du refus des perspectives sécessionnistes ou de soutien à l'indépendance du Tibet", a-t-il ajouté.

Mais "nous sommes attentifs à ce qu'il puisse y avoir une liberté religieuse et de pratique culturelle des Tibétains", a précisé le porte-parole. "Pour apaiser les tensions, il nous paraît utile qu'il y ait un dialogue entre les autorités de Pékin et le dalaï lama", a-t-il ajouté.

"On continue à espérer que cela peut être productif", a-t-il dit.

Un peu plus tôt, le Premier ministre chinois avait demandé à la France de clarifier sa position sur le Tibet afin de restaurer de bonnes relations après le coup de froid provoqué par une rencontre fin 2008 entre le président Nicolas Sarkozy et le dalaï lama.

"Nous espérons que la France puisse adopter une attitude claire sur la question du Tibet, afin de restaurer le plus vite possible les relations entre la Chine et France", a dit M. Wen lors d'une conférence de presse à l'issue de la session annuelle du Parlement.

Les présidents chinois Hu Jintao et français Nicolas Sarkozy doivent se retrouver à Londres le 2 avril pour un sommet du G20. [\[Retour\]](#)

⇒ **Réforme de l'Hôpital**

CLAIREFONTAINE, 13 mars 2009 (AFP) - Nicolas Sarkozy est venu vendredi dans les Yvelines défendre devant les personnels de santé son projet de loi de réforme de l'hôpital, qui doit être voté par les députés, estimant qu'il était "juste" et "nécessaire".

"Je crois que cette réforme est juste, qu'il faut la faire. Elle doit être vue par la communauté hospitalière comme une marque intérêt du gouvernement et du Parlement", a déclaré M. Sarkozy lors d'une table ronde au Centre national du football de Clairefontaine.

"Il ne faut pas que vous craigniez la réforme (...). Qui pourrait me dire qu'il faut le statu quo à l'hôpital? Personne", a-t-il lancé un peu plus tôt, en visitant le centre hospitalier de Rambouillet.

Devant ses personnels, le chef de l'Etat a rappelé qu'il avait "mis 358 millions d'euros sur la table" pour payer leurs heures supplémentaires, a confirmé la reconnaissance du diplôme des infirmiers au grade de licence à partir de septembre 2009 et répété, sous leurs applaudissements, que "les médecins de villes (devaient) aussi faire des gardes" pour désengorger les services d'urgence des hôpitaux.

Il a également insisté sur la nécessité de "repenser" la carte sanitaire afin de combler les "déserts médicaux" et justifié sa volonté de faire du directeur le "seul patron de l'hôpital".

"Tout ne se réduit pas une augmentation des crédits", a également répondu Nicolas Sarkozy à ceux qui dénoncent une réforme sans financement. "Il n'y a pas un pays au monde qui dépense plus que la France pour son hôpital", a-t-il assuré, en rappelant que le budget de l'hôpital avait augmenté de 50% de 1998 à 2008 et que 100.000 personnes y avaient été embauchées sur la même période.

"C'est très facile de dire +il n'y a qu'à donner plus+ (...). Si ce n'était que ça, je ne devrais avoir aucun problème", a-t-il raillé.

Le texte "Hôpital, patient, territoire, santé", défendu par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot et dont l'examen vient de se terminer à l'Assemblée nationale, doit être voté le 18 mars par les députés.

Ce texte suscite de nombreuses critiques dans la communauté médicale. [\[Retour\]](#)

Europe

⇒ **Le premier « bébé-médicament »**

MADRID, 13 mars 2009 (AFP) - Le sang du cordon ombilical du premier bébé espagnol sélectionné génétiquement pour soigner son frère est parvenu à guérir l'enfant atteint d'une grave forme d'anémie congénitale, a annoncé vendredi le service andalou de la santé dans un communiqué.

"Le petit Andrés", 7 ans, "est parvenu à guérir grâce à l'implantation du sang du cordon ombilical de son frère", Javier, selon le communiqué.

Javier, né en octobre 2008 est le fruit de la sélection in vitro d'un embryon exempt de l'anomalie génétique dont souffre son aîné, implanté ensuite dans l'utérus de sa mère.

Cette transplantation médullaire, effectuée le 23 janvier à l'hôpital Virgen del Rocío de Séville (sud), a permis à Andrés de guérir de sa maladie, une bêta-thalassémie majeure, la forme la plus grave d'anémie génétique due à une anomalie des gènes de l'hémoglobine.

L'enfant, rentré chez lui le 18 janvier, ne se rend plus à l'hôpital que pour des visites de routine et n'a plus besoin des transfusions sanguines qui étaient auparavant nécessaires pour le maintenir en vie.

Il s'agit du premier processus de ce genre intégralement réalisé en Espagne, a précisé le communiqué.

Andrès est "très content, il retrouve le goût de jouer, de manger, cela a changé sa vie", a déclaré vendredi sa mère à la Radio nationale espagnole (RNE).

La bêta-thalassémie, dont il existe trois variantes plus ou moins sévères, est une maladie répandue dans les populations du bassin méditerranéen, l'ensemble du Moyen-Orient, le sud et l'est de l'Asie, l'Afrique et les Antilles. [\[Retour\]](#)

Moyen-Orient

⇒ Crise au Yémen

SANAA, 12 mars 2009 (AFP) - Malgré la récession, le monde doit accroître son aide au Yémen pour éviter que ce pays ne sombre dans le chaos et ne devienne une autre Somalie, c'est-à-dire un cauchemar pour la communauté internationale, avertissent officiels yéménites, diplomates et experts à Sanaa.

"Regardez les Somaliens: ils sont trois millions et ils créent des problèmes pour le monde entier", a déclaré le vice-Premier ministre yéménite pour les Affaires économiques, Abdel Karim Ismaïl Al-Arhabi, dans une interview à l'AFP.

Il se référait à la multiplication spectaculaire des attaques de pirates somaliens contre des navires dans le Golfe d'Aden et l'Océan indien, qui perturbent le trafic maritime international dans une région stratégique.

Le Yémen se trouve face à la Somalie, sur la rive nord du Golfe d'Aden.

"Les Yéménites sont 24 millions et ce sont de rudes guerriers. Et comme les Somaliens, ils n'ont rien à perdre", assène d'une voix posée M. Arhabi, un technocrate de 56 ans portant moustache et fines lunettes, également ministre du Plan et de la Coopération internationale.

Pays misérable, le plus pauvre du Moyen-Orient, le Yémen est pourtant "habitué à la pauvreté", commente un diplomate sous couvert de l'anonymat. Mais la crise aidant, sa situation économique, déjà précaire, s'est encore aggravée.

Modeste producteur de pétrole (moins de 300.000 barils/jour en 2008), il tire néanmoins 70% de ses recettes budgétaires de ses exportations de brut. L'effondrement récent des cours l'a durement frappé.

Mais pour la plupart des experts, les problèmes les plus graves sont ailleurs: le manque d'eau et un taux de croissance démographique quasi-exponentiel, puisque estimé en 2008 à 3,46%. Deux-tiers de la population ont moins de 24 ans.

"Le pire, c'est l'eau", affirme Ali Saïf Hassan, directeur du Forum de Développement politique, un institut de réflexion indépendant. "Dans 20 ans, il n'y aura plus d'eau dans l'ensemble du district de Sanaa", une région montagneuse où vivent actuellement deux millions de personnes.

Parmi les solutions possibles pour sauver le Yémen de l'abysse, M. Arhabi mentionne "l'intégration" du Yémen au Conseil de Coopération du Golfe, le bloc régional qui regroupe les six monarchies pétrolières du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar).

Mais rares sont ceux qui y croient, compte-tenu de la différence énorme de niveau de vie (de un à 20 entre le Yémen et l'Arabie) et aussi car ces monarchies conservatrices ne verraient pas forcément d'un bon oeil l'entrée dans leur club d'une République dont le système politique repose sur des élections, même très imparfaites.

L'aide étrangère constitue pour l'heure la seule bouée de sauvetage pour le Yémen. "Nous avons besoin de plus d'aide publique au développement", martèle M. Arhabi.

Le Yémen, dit-il, reçoit actuellement environ 13 USD par habitant, alors que sa "situation est pire que celle d'Afrique".

Mais en cette période de récession mondiale, l'avenir de l'aide publique est sombre.

Fin 2006 à Londres, une conférence de donateurs a enregistré des engagements d'aide d'un montant total de 5,7 milliards de dollars, mais plus de deux ans plus tard, "20% seulement des promesses ont été réalisées", selon un expert.

Alors, le Yémen peut-il couler? Pour la communauté internationale, les enjeux sont énormes.

"La seule solution pour que le Yémen s'en sorte, c'est que le monde entier se penche sur son sort et qu'au lieu d'attendre que le pays sombre dans le chaos comme la Somalie, il l'empêche d'y tomber", résume un diplomate. "Je ne vois pas comment on peut laisser ce pays aller à la dérive". [\[Retour\]](#)

Asie

⇒ **Tension entre le Japon et la Corée**

TOKYO, 12 mars 2009 (AFP) - Le Japon a prévenu jeudi qu'il ne tolérerait pas une aggravation de la tension dans la région, qui serait provoquée par un tir de fusée nord-coréenne, alors que Pyongyang vient d'informer les instances internationales du lancement prochain d'un satellite.

"Le gouvernement japonais appelle la Corée du Nord à la retenue", a déclaré à l'AFP un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Yasuhisa Kawamura.

"Le Japon ne tolérera pas qu'elle aggrave les tensions dans la région", a-t-il prévenu, ajoutant que même s'il s'agissait du lancement d'un satellite, "cela violerait les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, de l'avis général de la communauté internationale".

La Corée du Nord a affirmé jeudi avoir informé les organismes internationaux de transport maritime et aérien du lancement prochain d'un "satellite de télécommunications". Ce tir pourrait survenir entre le 4 et le 8 avril, selon l'agence sud-coréenne Yonhap.

Les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon ont appelé ces dernières semaines le régime communiste à renoncer à son projet, redoutant qu'il s'agisse en fait d'un nouvel essai d'un missile longue portée.

Pyongyang avait provoqué une crise internationale à l'été 1998 en tirant un missile longue portée Taepodong-1 qui avait survolé une partie du Japon avant de s'abîmer dans l'océan Pacifique.

Le ministre japonais de la Défense, Yasukazu Hamada, a prévenu début mars que Tokyo se tenait prêt à abattre tout lanceur nord-coréen qui se dirigerait vers son territoire.

Puis mercredi, son collègue des Affaires étrangères, Hirofumi Nakasone, a déclaré au Parlement que rien ne s'opposait, sur le principe, à ce que les Etats-Unis prêtent main forte à leur allié japonais pour détruire un éventuel missile nord-coréen se dirigeant vers l'archipel.

La Corée du Nord a de son côté promis la "guerre" en cas d'interception du "satellite destiné à un usage pacifique" qu'elle annonce vouloir lancer. [\[Retour\]](#)

Divers

⇒ **G20** **(Le Figaro)**

À trois semaines du G20 à Londres, Européens et Américains se disputent l'ordre des priorités, même si Barack Obama se dit «optimiste» quant à un succès de ce sommet. Alors que les Européens veulent des «résultats concrets» sur la réforme du capitalisme financier, notamment sur les paradis fiscaux ou les «hedge funds», les États-Unis jugent que l'urgence est ailleurs. «Le monde souffre de la pire crise financière depuis les années 1930», affirmait, mardi, Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale.

Les États-Unis ne sont pas opposés à l'instauration de nouvelles règles financières réclamées par les Européens. Ils estiment juste que cela ne doit pas être la priorité du G20. «À court terme, les gouvernements doivent continuer à prendre des mesures énergiques et coordonnées pour restaurer le fonctionnement normal des marchés financiers et des marchés du crédit», affirme le patron de la Fed, en faisant allusion aux plans de sauvetage bancaires qui se multiplient de part et d'autre de l'Atlantique, sans être toujours bien coordonnés.

Sur le fond, Ben Bernanke reconnaît la faillite «des systèmes privés et publics de gestion du risque». Il plaide pour une «réforme de la régulation et de la supervision financière qui doit être coordonnée à l'échelle internationale». Mais dans l'immédiat, c'est le sauvetage des banques qui lui importe. «Sans une stabilisation du système financier, il ne faut pas compter sur une reprise économique durable», insiste Ben Bernanke, alors que le FMI prévoit pour 2009 la première contraction de l'économie mondiale depuis 1945.

Le patron de la Fed et le secrétaire au Trésor, Tim Geithner, retrouvent leurs homologues du G20 samedi, à Londres, pour une réunion préparatoire au niveau des ministres de Finances. La rencontre s'annonce mouvementée.

Arbitré par les Britanniques, le débat entre Européens et Américains porte sur la réponse à la crise. Paris et Berlin demandent plus de régulation. Washington réclame une relance plus massive. «Le G20 doit se concentrer sur la demande mondiale. Le monde a besoin de plus demande», insiste Larry Summers, conseiller économique de Barack Obama, dans un entretien publié, lundi, par le Financial Times.

Champions de la relance, avec un plan de 787 milliards de dollars (5,6 % du PIB), les États-Unis exhortent les Européens à dépenser plus. Les Vingt-Sept ne consacrent pas plus de 1,5 % de leur PIB à la cause. En

comptant large, la Commission chiffre l'effort budgétaire de l'UE à 3,3 % du PIB, ce qui reste deux fois moins important qu'aux États-Unis.

Réunis à Bruxelles, les ministres européens des Finances ont fermement rejeté l'appel américain. «Nous ne sommes pas prêts à augmenter les paquets conjoncturels que nous avons ficelés», a déclaré Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. «Nous ne voulons pas donner l'impression que nous serions en train de réfléchir à la mise en œuvre de nouveaux paquets conjoncturels», a ajouté le premier ministre luxembourgeois.

Le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, a été le premier à rejeter la requête américaine. «Nous devons déjà mettre en place ce que nous avons décidé», a indiqué Peer Steinbrück, rappelant que l'Allemagne vient d'adopter une enveloppe de 50 milliards d'euros, qui s'ajoute à un premier effort de 31 milliards d'euros, soit le plus vaste plan de relance de l'après-guerre en Allemagne, et le plus important au sein de la zone euro (3,1 % du PIB).

La France n'est pas restée à l'écart du débat déclenché par les Américains. «Les États-Unis devraient être plus modestes dans leurs leçons, car la crise vient de chez eux», estimait Patrick Devedjian, ministre en charge de la Relance, mardi sur Canal +.

Pris entre deux feux, les Britanniques penchent, à la veille du G20, en faveur des États-Unis. «Au regard de la crise économique mondiale la plus grave et la plus globale depuis des générations, les gouvernements devraient être préparés à faire davantage», estimait mardi le chancelier de l'Échiquier, Alistair Darling, dans le Guardian. [\[Retour\]](#)

⇒ **Elargissement de l'OTAN**

BUDAPEST, 12 mars 2009 (AFP) - L'élargissement de l'Otan reste toujours à l'ordre du jour de l'Alliance, notamment pour assurer la continuité du processus de stabilisation de l'Europe, a déclaré jeudi son secrétaire général Jaap de Hoop Scheffer à Budapest.

"La porte sera toujours ouverte aux futurs membres", a-t-il annoncé lors d'une conférence destinée à célébrer le dixième anniversaire de l'adhésion de la Hongrie, de la République tchèque et de la Pologne.

"L'élargissement de l'Otan reste une des stratégies principales pour la consolidation de l'Europe", a-t-il souligné.

Lors de son prochain sommet les 3 et 4 avril à Strasbourg (France) et Kehl (Allemagne), l'Otan doit accueillir la Croatie et l'Albanie comme nouveaux membres de l'Alliance.

L'Ukraine et la Géorgie souhaitent également intégrer celle-ci mais avaient vu leur demande repoussée lors du précédent sommet, à Bucarest au printemps 2008.

La première vague d'élargissement de l'Otan avait eu lieu le 12 mars 1999, dix ans après la chute du communisme en Europe de l'Est, avec l'adhésion de la Hongrie, de la République tchèque et de la Pologne, tous trois des anciens membres du Pacte de Varsovie. Cette première vague "a terminé la Guerre froide pour de bon", a estimé jeudi M. Scheffer.

La ministre des Affaires étrangères hongroise, Kinga Göncz, a également souligné l'importance de la poursuite de l'élargissement: "Il faut assurer que tous ceux qui veulent et peuvent satisfaire aux critères puissent adhérer."

"Sans l'Otan, la Hongrie ne pourrait garantir la sécurité de sa démocratie que de manière beaucoup plus difficile et bien plus onéreuse", a-t-elle rappelé.

Jaap de Hoop Scheffer a par ailleurs jugé que "les trois plus grands défis de l'Otan sont aujourd'hui son rôle en Afghanistan, sa relation avec la Russie ainsi que la nécessité de trouver des solutions aux nouveaux problèmes comme la criminalité en ligne". Moscou voit d'un mauvais œil toute perspective d'élargissement de l'Alliance dans son ancienne sphère d'influence. [\[Retour\]](#)

Brèves

SEOUL, 12 mars 2009 (AFP) - La Corée du Nord prévoit bien de procéder au lancement controversé d'un "satellite" entre le 4 et le 8 avril, a affirmé jeudi le ministère sud-coréen des Transports.

L'Organisation maritime internationale (OMI) a informé Séoul de ces dates qui lui ont été communiquées par Pyongyang, selon la même source.

Un peu plus tôt, l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, citant une source des services de renseignement, avait fait état des mêmes dates.

Les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon ont appelé ces dernières semaines le régime communiste à renoncer à son projet de "satellite", redoutant qu'il ne s'agisse en fait d'un nouvel essai d'un missile longue portée.

Pyongyang avait provoqué une crise internationale à l'été 1998 en tirant un missile longue portée Taepodong-1 qui avait survolé une partie du Japon avant de s'abîmer dans l'océan Pacifique.

Le ministre japonais de la Défense, Yasukazu Hamada, a prévenu début mars que Tokyo se tenait prêt à abattre tout lanceur nord-coréen qui se dirigerait vers son territoire.

FRANCE, Outre-mer (AFP)- Le Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer, Yves Jégo, se réjouit de l'adoption par le Sénat de l'amendement au projet de loi pour le développement économique de l'Outre-Mer, proposé par le Gouvernement, prévoyant une hausse de l'exonération de la taxe professionnelle au profit des entreprises au sein des zones franches d'activités.

Avec cette mesure, quelques 27 000 entreprises éligibles au taux de 50 % passeront à 80 % d'exonération de taxe professionnelle et celles relevant des secteurs prioritaires passeront de 80 à 100% d'exonération.

Cette mesure apportera aux entreprises des Départements d'Outre-Mer près de 15 millions d'euros de trésorerie supplémentaire en 2009, leur permettant d'affronter dans de meilleures conditions la conjoncture économique actuelle. [\[Retour\]](#)